

## CONVENTION ENTRE LA SECURITÉ SOCIALE ET LES MÉDECINS PRIVÉS

## Priorité aux retraités

**Les conventions-types conclues entre les organismes de Sécurité sociale et les praticiens médicaux, exerçant à titre privé, ont fait l'objet d'un décret exécutif (n° 09-116) en date du 7 avril 2009 et qui a été publié au Journal officiel n°23 du 19 avril 2009 (site web du Journal officiel <www.joradp.dz>).**

**C**es conventions-types s'appliquent aux titulaires de pensions de retraite, directes ou de réversion et à leurs ayants droit, ainsi qu'aux titulaires d'allocations de retraite.

Il y a deux types de convention : l'une entre les organismes de Sécurité sociale et les médecins traitants (généralistes) et l'autre avec les médecins spécialistes. Ces conventions-types définissent les relations contractuelles entre l'organisme de Sécurité sociale et le médecin généraliste, désigné comme «médecin traitant», pour le bénéfice du système tiers payant en matière de prestations médicales au profit des assurés sociaux et leurs ayants droit : uniquement les retraités pour le moment.

Les actes couverts par ces conventions sont les consultations médicales et les prestations liées au suivi et à la coordination des soins des retraités et de leurs ayants droit, ainsi que les actes de prévention et les moyens de diagnostic en usage dans la pratique courante.

## Obligations du médecin traitant

Pour signer cette convention, les médecins traitant devront au préalable satisfaire à certaines obligations : fourniture d'un dossier, s'engager à agir en qualité de médecin traitant pour les assurés concernés qui l'auront choisi en tant que tel, s'engager à fournir les soins adéquats et à coordonner ces soins, orienter le malade, quand c'est nécessaire, vers un médecin spécialiste, et surtout, objectif majeur, observer, dans tous ses actes et prescription, la plus stricte économie compatible avec la qualité, la sécurité et l'efficacité des soins. Par ailleurs, le médecin traitant s'engage à prescrire les médicaments génériques, notamment ceux dont le prix est égal ou inférieur au tarif de référence de remboursement.

250 DA par consultation  
pour le médecin traitant

L'organisme de sécurité sociale s'engage à rémunérer les consultations du médecin traitant sur la base d'un montant fixe à 250 DA. Ce montant est majoré de 20% —

soit 300 DA la consultation du médecin généraliste traitant —, s'il y a prescription de médicaments dont la totalité à un prix égal ou inférieur au tarif de référence de remboursement. Par ailleurs, la Sécurité sociale s'engage aussi à rémunérer au médecin traitant conventionné un service honoraire d'un montant de 250 DA par an et par assuré social domicilié dans son cabinet, et ce, pour les actions de prévention en faveur de l'assuré social retraité et de ses ayants droit.

Pour bénéficier de ce système de tiers payant, l'assuré social concerné et ses ayants droit s'engagent à consulter en première intention le médecin traitant qu'ils auront choisi, pour tous leurs besoins de santé (sauf les soins dentaires). La convention-type entre l'organisme de Sécurité sociale et le médecin spécialiste est presque identique à celle du médecin traitant généraliste.

Le médecin spécialiste conventionné est rémunéré par la Sécurité sociale sur la base d'un montant fixe à 400 DA, plus une majoration de 20%, soit 480 DA s'il prescrit des médicaments dont le prix est égal ou inférieur au tarif de référence de remboursement.

LSR

## Courrier des lecteurs

## Reconstitution de carrière

Je vous prie de bien vouloir m'informer ou m'orienter afin d'obtenir mes droits à une retraite. Avant l'indépendance, j'ai travaillé chez plusieurs employeurs, j'étais assuré à la Cacolect (?), numéro d'immatriculation 1310393317010.

Aujourd'hui, je n'ai aucune justification écrite afin d'accéder à mes droits. Je vous informe que j'ai adressé à une caisse de retraite française un courrier pour bénéficier de mes droits à une pension. On m'a répondu que la CNR était compétente pour régulariser mon cas.

- Ponts et chaussées — ouvrier : 53-54  
Génie militaire — ouvrier : 57-58  
Entreprise Machouet — ouvrier : 59-60  
Société HLM — ouvrier : 60-61

**RÉPONSE :** Effectivement, il faut prendre contact avec l'agence CNR de wilaya qui a compétence — au regard de la convention algéro-française en matière de Sécurité sociale — pour vous assister afin de reconstituer votre carrière et faire valoir vos droits à la retraite.

## Trop-perçu à rembourser

J'ai l'honneur de vous solliciter pour une démarche auprès de ma caisse de retraite pour me répondre à mes deux lettres que je leur ai envoyées et qui sont restées sans réponse.

M. Latbi Achour, Béjaïa

**RÉPONSE :** Ce lecteur, retraité Casnos, a reçu deux correspondances de sa caisse lui signifiant qu'il y a eu erreur au départ concernant le calcul de son allocation de retraite, ayant seulement cotisé 55 trimestres — au lieu de 60 trimestres minimum — et qu'il a reçu une allocation qui ne lui était pas dû initialement. Il doit par conséquent rembourser à la Casnos le trop-perçu, ce que ce lecteur conteste : il a saisi la commission de recours.

Les droits de retraite des moudjahidine du 2<sup>e</sup> collège

Nos frères, membres de l'OCFLN, dont beaucoup sont classés dans la catégorie

des non-permanents, n'ont obtenu aucun droit depuis 1962 malgré le fait qu'ils aient des extraits de membre OCFLN délivrés entre 1968 et 1981.

Parmi eux une majorité de militants de la Fédération de France du FLN. Pour les dossiers de rectification déposés au niveau des wilayas de 1981 à 1999, les 2/3 n'ont jamais été rectifiés ni rendus.

Il est souhaitable de faire un recensement des membres non permanents, procéder à la rectification des extraits au niveau des wilayas et accorder un minimum de droits à ces frères en ce qui concerne la retraite.

La totalité des non-permanents ont des retraites entre 5 000 et 10 000 DA. Il faut leur accorder une retraite ne serait-ce qu'à une fois le SNMG et ce, pour services rendus à la Révolution. Si des fois, il y a des frères qui peuvent aider ces non-permanents à obtenir leurs droits qu'ils écrivent à l'espace «Retraite» du *Soir d'Algérie*. Est-ce que le journal est en mesure de fournir des renseignements utiles en réponse à la présente lettre?

Abdallah L'oise

Commission de recours  
pour les retraités de Sider

Nous, collectifs de retraités de Sider (actuellement ArcelorMittal), lors de notre départ en retraite, la CNR de Annaba n'a pas comptabilité dans l'assiette le calcul de notre pension de la cotisation de la SS de plusieurs mois de congé. A cela nous avons émis un recours individuel auprès de la commission de wilaya. Cette commission a siégé tout en nous informant par lettre individuelle que notre recours est favorable.

Ce qui nous préoccupe beaucoup c'est que cette commission nationale n'a pas étudié notre cas depuis plusieurs années afin de rendre une décision, malgré plusieurs écrits de notre part.

Par le canal de votre journal, nous demandons à cette commission nationale de retraite d'étudier notre cas et de nous rendre une réponse par écrit.

**RÉPONSE :** La loi relative à la retraite du 2 juillet 1983 est très claire à ce

sujet : les congés payés sont considérés comme des périodes d'activité à prendre en compte dans le calcul de la pension de retraite. Malheureusement, la commission nationale de recours est presque à l'arrêt. Mais l'erreur revient à l'agence CNR de Annaba : la direction générale de la CNR doit remettre les pendules à l'heure et réparer cette injustice.

Renseignement pour  
la nationalité française

Mon père est né en 1908 en Algérie, il a travaillé en France pendant 20 années, de 1936 à 1956. Il était de nationalité française, il était titulaire de tous les documents qui justifient cette nationalité : carte nationale d'identité, carte de contrôle...

Il est décédé en 1956 en Algérie. Ma première question : est-ce qu'une personne qui est décédée au moment de l'Algérie française a la nationalité française ?

Ma deuxième question : est-ce qu'une personne qui est décédée au moment de l'Algérie française (par exemple mon père est décédé en 1956) restera un Français dans les archives françaises, après l'indépendance ? Si c'est oui, est-ce que j'ai le droit d'acquiescer cette nationalité ?

M. B. , Djamel, Béjaïa

**RÉPONSE :** Au risque de nous répéter, nous rappelons à ce lecteur que cet espace hebdomadaire du *Soir d'Algérie* est réservé aux seules questions de retraite.

Anciens combattants  
étrangers de l'armée  
française

Par ma lettre reproduite dans votre rubrique (*le Soir d'Algérie* du 26 mars 2008), il était question d'un rappel de 4 années, qui semblait acquis, ainsi que d'une probable volonté des autorités françaises de nous rendre justice pour la période allant de 1962 à 2002. Et pourtant, le rappel des 4 années aurait dû être régularisé s'il avait été réellement inscrit au budget 2008, ce qui n'est pas pour l'instant le cas. En outre, doit-on considérer la déclaration de l'ex-secrétaire d'Etat

français, plus d'actualité, puisque non publiée ?

Je sais que vous êtes très sollicité en matière de pensions algériennes et françaises, mais nos investigations et vos réponses à nos doléances nous sont bénéfiques.

Un fidèle lecteur

**RÉPONSE :** Il ne faut pas désespérer concernant ce retard dans le versement de rappel. Pour en savoir plus, nous vous recommandons de prendre contact avec le service des anciens combattants rattaché à l'ambassade de France en Algérie :

1, ex-rue du Professeur Vincent, quartier du Télemly, Alger  
BP n°61 16 035 Hydra, Alger  
Tél. : 021 71 90 43  
Fax : 021 71 90 45  
Email : <contact@acvg\_alger.org>

Carte de séjour  
pour retraité de France

Je suis retraité en France. Ma caisse c'est la Cnav Paris 19. Je touche ma petite retraite chaque mois. Je suis rentré en Algérie en 1968. Pour aller en France, il faut demander un visa court séjour. Comment je dois faire pour avoir une carte de séjour ? Si j'ai ce droit, quelles sont les formalités ?

Chaïb Mahmoud, Blida

**RÉPONSE :** Au regard de la loi française — article L317-1 de la loi n°2006-911 du 24 juillet 2006, paru au JO du 25 juillet 2006 —, l'Algérien qui, après avoir résidé en France sous le couvert d'une carte de résident, a établi ou établit sa résidence habituelle en Algérie et qui est titulaire d'une pension de retraite liquidée au titre d'un régime de base français de Sécurité sociale bénéficie à sa demande d'une carte de séjour portant la mention «retraite». Il faut faire la demande d'un visa auprès des services consulaires français à Alger et une fois en France, vous introduisez une demande de carte de séjour auprès de la préfecture de votre ancienne résidence en France.